

[Texte]

• 1120

The Vice-Chairman: Mr. de Jong, briefly, if you may.

Mr. de Jong: I would envisage as well that any day care system would have a board and an input by the parents on the board.

I might just mention again sort of criss-crossing myself from my other parliamentary responsibilities, being on the Finance Committee, looking into our tax system... The movement, particularly in the United States with President Reagan's proposal, is to do less social and economic programming through the tax system. The proposals being considered are wiping out deductions, whether for business or social purposes and replacing them more with direct grants.

The conclusion, I think... legislatures are reaching, both in the United States and in Canada... attempting social programs or economic programs through the tax system. You just do not have any accountability. It is a very inefficient way.

My last concern is an argument I have heard before concerning why I should pay for something I do not like, disagree with, or do not need. Why place those extra taxes on me?

Again, there runs through your brief a concern about cost, cost, cost. Especially since you are a Christian group, I am a little concerned about it. You raise it and highlight it. It seems to me it is always important that we look at costs and try to have efficiencies in some areas more than in other areas. When it comes to kids, the raising of kids and the well-being of kids, I would rather err on giving too much, rather than less.

There are all sorts of things in our modern society I am called upon to pay for and might not necessarily believe in. I do not particularly believe in chemical spraying, and yet a fair amount of public moneys goes to do research in that area. Certainly, I do not believe in the arms race. It is against my philosophy and everything I believe in. Yet my taxes go to help pay for the arms race. In all sorts of areas, we are called upon through our tax dollars, to maintain national programs deemed to be in the national interest by, I would say, the majority of Canadians.

Why do you object to just this area? Are you also a proponent of the peace tax deduction, for example? Would you use the philosophy you have used in your brief in other areas as well?

Dr. Gerrard: You made the analogy to health care earlier on in the morning. You asked why, when somebody else is sick, you should have to pay in order to get the person well again.

[Traduction]

Le vice-président: Monsieur de Jong, très rapidement, si vous voulez.

M. de Jong: Je ne peux pas imaginer, de toute façon, que ces garderies ne soient pas dotées d'un conseil d'administration où siègeraient des parents.

Pour tirer partie ici de mes autres responsabilités parlementaires, à savoir au Comité des finances, je vais aborder la question du régime fiscal... La tendance, et tout particulièrement aux Etats-Unis depuis les propositions du président Reagan, est d'abandonner les programmes socio-économiques faisant intervenir la fiscalité. Les propositions en question consistent à supprimer les déductions fiscales, à vocation économique ou sociale, et les remplacer par des subventions directes.

Dans la conclusion, si je ne me trompe... Le législateur, aux Etats-Unis comme au Canada, veut... supprimer les programmes socio-économiques faisant intervenir la fiscalité. Mais alors vous n'avez plus aucun moyen de contrôle. Cela me semble particulièrement inefficace.

Ma dernière critique concernera cet argument que j'ai déjà entendu, du contribuable qui refuse de payer parce qu'il n'est pas d'accord avec l'utilisation qui est faite de ses deniers. Ou ce qu'on en fait ne lui plaît pas, ou il estime qu'il n'en a pas besoin.

Vous vous souciez beaucoup, tout au long de votre mémoire, de ces questions de coût, de coût et encore de coût. Cela me gêne, d'autant plus que vous êtes un groupe de chrétiens. C'est vous-mêmes qui le dites et qui insistez. Je trouve qu'il est important effectivement de se soucier de ce que coûtent les choses, mais l'efficacité économique est un objectif plus important dans certaines domaines que dans d'autres. Et notamment lorsqu'il est question de nos enfants, de leur éducation et de leur bien-être, je préfère pécher par excès de générosité que par avarice.

Il y a par ailleurs, dans notre société moderne, des tas de choses pour lesquelles je suis obligé de verser et de payer, même si je n'y crois pas. Je ne suis pas un partisan convaincu des insecticides et pesticides, et pourtant c'est un domaine de la recherche auquel on consacre beaucoup de crédits. Je ne suis certainement pas non plus un partisan de cette course aux armements, elle est contraire à mes convictions et à tous mes principes. Pourtant, je ne peux pas empêcher que mes impôts y contribuent. Nous sommes donc appelés, dans des tas de domaines, à subventionner, par nos impôts, des programmes d'intérêt nationaux, correspondant à l'intérêt de la majorité des Canadiens, si je puis dire.

Pourquoi limiter alors vos objections à ce domaine? Seriez-vous par exemple partisan d'une déduction fiscale dont bénéficieraient les pacifistes? Est-ce que vous appliqueriez vos principes à d'autres domaines que celui dont nous discutons ici?

M. Gerrard: Vous avez fait ce matin une analogie, et parlé du système d'assurance-maladie. Vous avez posé la question